

Quetigny, le 06 décembre 2022

**NOTICE EXPLICATIVE RELATIVE AU CONSEIL MUNICIPAL  
DU 13 DECEMBRE 2022**

**AFFAIRES GENERALES**

**1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 22 NOVEMBRE 2022**

Rapporteur : R. DETANG, Maire.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le procès-verbal du Conseil Municipal du 22 novembre 2022.

**2. RAPPORT SUR LES ACTIONS ENTREPRISES A LA SUITE DES OBSERVATIONS DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES**

Rapporteur : R. DETANG, Maire.

En vertu des dispositions de l'article L 243-9 du code des juridictions financières, « Dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, l'ordonnateur de la collectivité territoriale ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes. Ce rapport est communiqué à la chambre régionale des comptes, qui fait une synthèse annuelle des rapports qui lui sont communiqués. Cette synthèse est présentée par le président de la chambre régionale des comptes devant la conférence territoriale de l'action publique. ».

La chambre régionale des comptes de Bourgogne-Franche-Comté a conduit, à compter de septembre 2019, un contrôle des comptes et de la gestion de la Ville de Quetigny pour les exercices 2015 et suivants. Ce dernier s'est clôturé en octobre 2020.

Les investigations de la Chambre ont porté plus particulièrement sur les points suivants :

- Le suivi des recommandations précédentes de la Chambre Régionale des Comptes ;
- La qualité de l'information financière et comptable ;
- La situation financière de la commune ;
- L'opération d'aménagement cœur de ville ;
- Les ressources humaines.

Conformément aux dispositions de l'article L 243-6 du même code, le rapport d'observations définitives a été communiqué à l'assemblée délibérante et inscrit au Conseil municipal qui s'est tenu le 14 décembre 2021. Il convient maintenant de présenter le rapport sur les actions entreprises à la suite des observations de la Chambre Régionale des Comptes **joint en annexe 1**.

Le Conseil Municipal est invité à prendre acte de la présentation du rapport sur les actions entreprises à la suite des observations de la Chambre Régionale des Comptes **joint en annexe 1**.

### **3. VILLE DE QUETIGNY – LABELLISATION « FRANCE SERVICES »**

Rapporteur : R. DETANG, Maire.

Piloté par le ministère de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les Collectivités Territoriales via l'agence nationale de la cohésion des territoires, le réseau France Services vise à faciliter l'accès des citoyens à un panier de services publics de qualité. Les usagers disposent d'un lieu d'accueil de proximité et d'accompagnement avec pour objectif de faciliter les démarches désormais dématérialisées et de garantir l'accès à leurs droits.

Chaque structure labellisée bénéficie d'un financement de 30 000 € par an.

Dans chaque structure France Services, une offre de services et d'accompagnement est représentée par :

- six opérateurs : Pôle emploi, Caisse Nationale d'Assurance Maladie, Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse, Caisse Nationale d'Allocations Familiales, Mutualité Sociale Agricole et la Poste,
- trois administrations partenaires : le ministère de l'Intérieur, le ministère de la Justice, la Direction générale des finances publiques.

Les services rendus pour le compte des partenaires cités ci-dessus sont assurés par des agents municipaux spécifiquement formés. Leurs missions consistent en l'assistance à l'utilisation d'outils numériques facilitant la dématérialisation des démarches administratives, ainsi qu'en un service de proximité (coordonnées de référents pour chaque opérateurs) permettant un contact avec un professionnel pour la résolution des situations complexes ou la mise en relation de l'utilisateur avec un point d'accueil spécialisé.

Les agents polyvalents de France services apportent directement aux usagers une information et un accompagnement de premier niveau dans leurs domaines respectifs.

Les missions principales de France Services sont :

- L'accueil, l'information et l'orientation du public,
- L'accompagnement des usagers à l'utilisation des services en ligne des opérateurs partenaires,
- L'accompagnement des usagers à leurs démarches administratives,
- La mise en relation des usagers avec les opérateurs partenaires,
- L'identification des situations individuelles qui nécessitent d'être portées à la connaissance des opérateurs.

Dans une volonté d'étoffer et d'améliorer l'offre de service public proposée aux usagers, la Ville de Quetigny a candidaté au troisième trimestre 2022 pour obtenir la labellisation France Services, dispositif qui prendra place directement au sein de la mairie de Quetigny. Par courrier en date du 25 novembre dernier, la direction des programmes France services nous a fait savoir qu'elle avait retenu, le 15 novembre dernier, la candidature déposée par la Ville de Quetigny.

Une convention départementale France Services vient définir les modalités d'organisation et de gestion des France Services ainsi que l'organisation des relations entre les gestionnaires France Services et les représentants locaux des partenaires nationaux signataires de l'accord cadre national France Services.

La labellisation France Services de la Ville de Quetigny, qui sera effective dès janvier 2023, doit faire l'objet d'un avenant à cette convention (**voir l'annexe 2**).

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention départementale France Services **joint en annexe 2** ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

#### **4. SPLAAD : RAPPORT ANNUEL DE L'ÉLU MANDATAIRE POUR LA PERIODE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021**

Rapporteur : I. PASTEUR, Adjointe déléguée aux finances, à la relation avec les entreprises et à la tranquillité publique.

La SPLAAD, Société Publique Locale, a pour objet de procéder exclusivement pour le compte de ses actionnaires à tous actes nécessaires à la réalisation d'opérations, par voie de convention de prestations intégrées « in house ».

Pour mémoire, la Ville de Quetigny détient à ce jour 30 actions au capital social de la SPLAAD, d'une valeur nominale de 1.000 euros. A ce titre, la commune est représentée au Conseil d'Administration par Rémi DETANG.

Sur l'exercice ouvert du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021, elle est représentée à l'Assemblée Spéciale de la SPLAAD par Madame Isabelle PASTEUR.

Conformément aux dispositions de l'article L1524-5 alinéa 14 du Code Général des Collectivités Territoriales, le représentant permanent de la Collectivité doit rendre compte de ses missions à l'assemblée délibérante au moins une fois par an.

C'est dans ce cadre que Madame Isabelle PASTEUR, représentant permanent sus désignée a l'honneur de soumettre à votre appréciation un rapport synthétique sur l'exercice de la SPLAAD, clos au 31 décembre 2021 et approuvé par son Assemblée Générale Ordinaire le 30 juin 2022 (**annexe 3**). Elle se tient à votre entière disposition pour tout complément d'information et notamment pour vous transmettre le rapport de gestion et les comptes détaillés de la Société.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter le rapport annuel de l'élu mandataire à la collectivité portant sur l'exercice de la SPLAAD clos au 31 décembre 2021 ;
- De donner quitus de sa mission pour l'exercice clos au 31 décembre 2021 à son élue mandataire siégeant à l'Assemblée Spéciale de la Société, Madame Isabelle PASTEUR.

#### **5. AVIS SUR LES AUTORISATIONS D'OUVERTURES DOMINICALES 2023 POUR LES COMMERCE DE DETAIL EMPLOYANT DES SALARIES**

Rapporteur : I. PASTEUR, Adjointe déléguée aux finances, à la relation avec les entreprises et à la tranquillité publique.

Les commerces de détail employant des salariés doivent respecter la règle du repos dominical. Cependant le code du travail donne compétence au maire pour déroger à cette règle sur la base de cinq dimanches, après l'avis des organisations d'employeurs et de salariés intéressés et sous réserve des dispositions préfectorales concernant certains commerces.

La loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite « loi MACRON », a apporté des modifications à ce dispositif en portant à douze au lieu de cinq le nombre maximum de dimanches pour lesquels le repos hebdomadaire pourrait être supprimé.

Par ailleurs, elle prévoit de solliciter l'avis du Conseil municipal préalablement à la décision du maire, et ce avant le 31 décembre pour l'année suivante. Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre.

Depuis de nombreuses années, l'ensemble des communes de la métropole dijonnaise se concerte pour harmoniser les dates avec pour objectifs : la cohérence territoriale, une communication claire auprès du public et l'adéquation entre les enjeux économiques et les enjeux sociaux.

C'est dans ce cadre, au regard des demandes des établissements commerciaux, après organisation par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Côte-d'Or de la concertation des représentants des pôles commerciaux de Dijon Métropole, et en tenant compte de la consultation des organisations des partenaires sociaux d'employeurs de salariés que la métropole propose les demandes de dérogations au repos dominical 2023 suivantes :

- S'agissant des commerces de détail, les 15 janvier, 26 novembre, et les 3, 10, 17 et 24 décembre 2023 qui correspondent à des hausses de consommation exceptionnelles nécessitant une organisation et une logistique en adéquation avec les demandes des usagers, au premier dimanche des soldes d'hiver, au dimanche qui suit le « *black friday* », et aux dimanches de décembre des fêtes de fin d'année,
- S'agissant de la branche automobile, les 15 janvier, 12 mars, 11 juin, 17 septembre et 15 octobre 2023.

Il convient de préciser que la période sanitaire liée à la pandémie peut amener à changer les dates en fonction du décalage des soldes ou d'éventuelles fermetures administratives de confinement.

Vu les articles L.3132-26 et R.3132-21 du Code du travail,

Sous réserve de l'avis concordant du conseil métropolitain de Dijon Métropole dont la prochaine séance est prévue le 15 décembre 2022,

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'émettre, conformément à l'exposé ci-dessus, un avis favorable de dérogation au repos dominical :
  - ❖ De six dimanches pour les commerces de détail, à savoir les dimanches 15 janvier, 26 novembre, et les 3, 10, 17 et 24 décembre 2023 ;
  - ❖ De cinq dimanches pour la branche automobile, à savoir les dimanches 15 janvier, 12 mars, 11 juin, 17 septembre et 15 octobre 2023.
- D'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

## **FINANCES**

### **6. OUVERTURE DE CREDITS EN INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2023**

Rapporteur : I. PASTEUR, Adjointe déléguée aux finances, à la relation avec les entreprises et à la tranquillité publique.

Dans le cas où le budget primitif d'une collectivité territoriale pour une année N n'a pas été adopté avant le 1er janvier N, et dans l'attente du vote dudit budget, l'article L. 1612-1 du Code général des collectivités territoriales permet à l'ordonnateur « *de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente* », ainsi que « *de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget* ».

Concernant la section d'investissement, l'article L. 1612-1 du CGCT prévoit que l'exécutif de la collectivité territoriale peut, dès le 1er janvier, et jusqu'au vote du budget primitif, sur autorisation de l'assemblée délibérante :

- Engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement du capital de la dette et aux autorisations de programme ;
- Engager, liquider et mandater les dépenses à caractère pluriannuel d'une autorisation de programme, dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme.

Le budget primitif 2023 sera élaboré et proposé au vote du Conseil municipal dans le courant du mois d'avril de l'année 2023. En conséquence, il est proposé d'appliquer les dispositions de l'article L.1612-1 du Code général des collectivités territoriales et d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement devant être réglées avant le vote du budget primitif.

Hors autorisations de programme, les limites d'engagement, de liquidation et de mandatement des crédits d'investissement jusqu'au vote du budget primitif 2023 sont récapitulées dans le tableau **joint en annexe 4** à la délibération.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser, dans l'attente du vote du budget primitif 2023, l'exécution des dépenses d'investissement pour le budget principal, dans la limite du quart des crédits d'investissement votés pour l'exercice 2022, exception faite des crédits de paiement afférents aux autorisations de programme et des crédits afférents au remboursement du capital de la dette ;
- D'autoriser l'exécution des dépenses à caractère pluriannuel des autorisations de programme du budget principal, dans la limite des crédits de paiement 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toute décision et à signer tout acte nécessaire à l'application de la délibération.

## **7. RESILIATION DE LA CONVENTION D'AFFERMAGE ET DU BAIL A CONSTRUCTION DU GOLF MUNICIPAL DE QUETIGNY**

Rapporteur : I. PASTEUR, Adjointe déléguée aux finances, à la relation avec les entreprises et à la tranquillité publique.

Vu la Loi dite « Sapin » n°93-122 du 29 Janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques applicable à la convention ;

Vu la note de synthèse **jointe en annexe 5** à la présente délibération ;

La Commune est propriétaire du golf de Quetigny. Cet équipement est actuellement exploité par la société Blue Green en application d'un ensemble contractuel constitué de :

- Une convention d'affermage signée le 12 décembre 1989 et entrée en vigueur à cette date pour une durée de 45 années, confiant à l'exploitant la gestion de la première tranche du golf de Quetigny.
- Un bail à construction, signé le 7 octobre 1988 pour une durée de 45 années, et confiant à l'exploitant un terrain contigu au golf, à charge pour lui d'y édifier et d'y entretenir un équipement à usage de centre d'entraînement au golf, de club house avec des dépendances.

La chambre régionale des comptes a émis plusieurs critiques, notamment juridiques, à l'encontre des conditions d'exploitation de ce complexe.

Un audit a ainsi été engagé, dont il a résulté d'importantes fragilités de cet ensemble contractuel. Il découle plus précisément de cet audit, synthétisé dans la note annexée à la présente délibération (**annexe 5**), que la résiliation pour motif d'intérêt général de cet ensemble contractuel peut être poursuivie, dès lors que la durée de celui-ci,

de 45 années, est excessive au regard des dispositions de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 telle qu'interprétée par le juge administratif concernant les contrats entrés en vigueur avant ladite loi (CE, 8 avril 2009, n°271737).

Cette résiliation semble en effet nécessaire pour ce motif et doit également permettre de remettre à plat cet ensemble contractuel complexe qui s'est révélé peu adapté aux conditions actuelles de gestion de l'équipement et à la modernisation nécessaire de l'équipement golfique, ainsi qu'à l'adaptation aux évolutions du service public.

C'est la raison pour laquelle il est proposé au conseil municipal de prononcer la résiliation de l'ensemble contractuel constitué par le contrat d'affermage et le bail à construction du complexe golfique.

Un effet différé est nécessaire afin de mettre en place un nouveau mode de gestion tout en garantissant la continuité du service public. Il est ainsi proposé de prononcer la résiliation avec effet au 31 décembre 2023, délai suffisant pour mettre en place le nouveau mode de gestion dans de bonnes conditions et qui permettra une clôture aisée des comptes en faisant coïncider exploitation et année civile.

Les conséquences financières de cette décision sont présentées dans la note de synthèse. La résiliation donnera lieu à négociation entre Monsieur le Maire et la société Blue Green ; une négociation qui sera formalisée dans un protocole de résiliation.

Parallèlement, Monsieur le maire a engagé une réflexion sur le futur mode de gestion de cet équipement structurant à l'échelle communale.

Le conseil municipal sera donc ultérieurement saisi pour choisir le futur mode de gestion une fois cette réflexion aboutie.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser la résiliation de la convention d'affermage signée le 12 décembre 1989 et le bail à construction signé le 7 octobre 1988, relatifs au golf Quetigny Grand Dijon sont résiliés, avec effet différé au 31 décembre 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à mener toute négociation avec l'exploitant actuel du complexe golfique aux fins d'arrêter précisément les modalités financières de la résiliation, à signer tous les actes afférents et à engager toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

#### **8. TARIFS 2023 : GOLF MUNICIPAL**

Rapporteur : I. PASTEUR, Adjointe déléguée aux finances, à la relation avec les entreprises et à la tranquillité publique.

Il est proposé au Conseil Municipal de voter les tarifs applicables en 2023 au Golf Municipal de Quetigny, selon la grille jointe en **annexe 6** et ainsi d'approuver la reconduction des dispositions permettant aux habitants de Quetigny de bénéficier de tarifs préférentiels sur certaines prestations.

#### **9. TARIFS 2023 : RESTAURATION SCOLAIRE, ACCUEIL PERISCOLAIRE, CENTRE DE LOISIRS, ACCUEIL JEUNES**

Rapporteur : I. PASTEUR, Adjointe déléguée aux finances, à la relation avec les entreprises et à la tranquillité publique.

Il est proposé au Conseil Municipal d'adopter les tarifs applicables en 2023 aux services suivants, selon la grille tarifaire jointe en **annexe 7** :

- Restauration scolaire et accueils périscolaires du matin et soir ;
- Activités extrascolaires : Accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) ;
- Accueils Jeunes (11-17 ans).

## AGENDA 2030

### **10. AGENDA 2030 - AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE COOPERATION PUBLIC-PUBLIC AVEC LE CENTRE D'ETUDES ET D'EXPERTISE SUR LES RISQUES, L'ENVIRONNEMENT, LA MOBILITE ET L'AMENAGEMENT (CEREMA)**

Rapporteur : P. SCHMITT, Adjoint délégué au patrimoine, aux projets urbains, au développement soutenable, à la transition écologique et à l'économie sociale et solidaire.

Par délibération en date du 6 avril 2021, le Conseil Municipal de la ville de Quetigny a décidé de mettre en place une coopération public-public avec le centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA).

Pour rappel, les missions du CEREMA concernent l'ensemble des thématiques de l'aménagement et du développement durable (urbanisme, environnement, infrastructures de transport, gestion des risques...). Il apporte un appui notamment aux collectivités territoriales.

De son côté, la Ville de Quetigny a souhaité associer le CEREMA à l'élaboration de son Agenda 2030, en inscrivant cette démarche dans la continuité de la délibération du Conseil Municipal du 24 novembre 2020 déclarant l'état d'urgence climatique et sociale.

L'article 8 de convention initiale donne la possibilité de reconduire cette coopération sur accord commun des deux parties.

L'avenant N°1, approuvé par le Conseil Municipal lors de sa séance du 14 décembre 2021 prévoit d'une part la poursuite de la démarche jusqu'au 31 décembre 2022, et d'autre part la modification du calendrier des différentes phases du projet. L'avenant N°2 **joint en annexe 8** propose, dans les mêmes conditions, de reporter jusqu'en juin 2023 la collaboration entre la Ville de Quetigny et le CEREMA.

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n°2 à la convention de coopération public-public avec le CEREMA **joint en annexe 8**.

## PATRIMOINE ET IMMOBILIER

### **11. CESSION D'UN BATIMENT SITUE 1 ALLEE DES OMBRAGES AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA COTE-D'OR**

Rapporteur : P. SCHMITT, Adjoint délégué au patrimoine, aux projets urbains, au développement soutenable, à la transition écologique et à l'économie sociale et solidaire.

Par convention en date du 14 février 2000, la commune de Quetigny a donné à bail à la Caisse d'Allocations Familiales de la Côte d'or (C.A.F.) des locaux lui appartenant 1 boulevard de la Motte, dans les conditions principales suivantes :

- Affectation : antenne de gestion de la C.A.F. décentralisée à Quetigny
- Durée : 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> mars 1998 renouvelable par tacite reconduction

Afin de répondre à ses nouveaux besoins d'espace, la C.A.F. avait sollicité la réalisation d'une extension de 70 m², acceptée par délibération du conseil municipal en date du 13 décembre 2005.

Par courrier en date du 28 juillet 2021, la C.A.F. a informé la ville que le Pôle habitat logement et familles vulnérables actuellement à Quetigny, sera prochainement installé 8 boulevard Clémenceau à Dijon.

En conséquence, les locaux mentionnés ci-dessus seront libres début janvier 2023.

Le Département de la Côte d'Or nous a récemment fait connaître son intérêt pour ces locaux, afin d'y regrouper les services de l'Espace solidarité Côte d'Or (ESCO) Quetigny-Saint-Apollinaire.

L'avis du domaine en date du 15 septembre 2022 (**annexe 9**) estime la valeur vénale de ce bien à hauteur de 525 000 euros, pour une surface utile de 320m<sup>2</sup>.

Après plusieurs échanges avec le Conseil Départemental de la Côte-d'Or, un accord de principe a été trouvé pour une cession de ce bâtiment à hauteur de 640 000 euros net vendeur.

La surface de l'emprise (issue de la division des actuelles parcelles AM 354 et AM 248) est d'environ 212 m<sup>2</sup>. Cette dernière sera confirmée par le géomètre expert en charge de la division parcellaire (**voir le plan en annexe 10**).

L'acquisition de ces locaux interviendrait par acte notarié reçu par Maître ROQUEL de l'étude notariale LEGATIS, 2 bis Rue du Cap Vert, à Quetigny pour la commune et, Maître Didier LEVRAY, de l'étude NOTAIRES DIJON PREFECTURE, 43 Rue de la Préfecture à Dijon pour le Conseil Départemental de la Côte-d'Or.

Au vu de l'exposé ci-dessus, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la cession des locaux devant intervenir entre la commune et le Conseil Départemental de la Côte-d'Or, pour un montant de 640 000 euros net vendeur ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte authentique à intervenir entre la commune et la S.P.L.A.A.D qui sera opéré par voie d'acte notarié devant les notaires précités, ainsi que tout document nécessaire à son exécution.

## **12. CESSION DE DROIT AU BAIL A CONSTRUCTION – PARCELLE CADASTREE AP 130 – CESSION D'UN GARAGE 2 RUE DU MIDI**

Rapporteur : P. SCHMITT, Adjoint délégué au patrimoine, aux projets urbains, au développement soutenable, à la transition écologique et à l'économie sociale et solidaire.

Suivant acte reçu par Maître Patrick NOURISSAT, notaire à DIJON, le 10 mars 1988, la commune de QUETIGNY a conclu un bail à construction avec Monsieur et Madame CARISEY, sur un terrain cadastré section AP 130 d'une contenance de 15 ca, destiné à la construction d'un garage (**voir le plan en annexe 11**).

Ce bail a été conclu aux conditions essentielles suivantes :

- la durée du bail est de 99 années,
- le preneur s'est engagé à conserver pendant le cours du bail les constructions édifiées, en bon état d'entretien y compris les grosses réparations, ainsi que le ravalement si nécessaire,
- le preneur pourra céder ou apporter en société le droit au bail, le bénéficiaire devant dans ce cas s'engager directement envers le bailleur à l'exécution des conditions du bail à construction,
- le preneur pourra louer les constructions pour une durée n'excédant par celle du bail à construction,
- les constructions, pendant le cours du bail, resteront la propriété du preneur. A l'expiration du bail, ces constructions ainsi que toutes améliorations deviendront de plein droit, la propriété du bailleur,
- Le loyer a été fixé au franc symbolique (0.15 euros) par échéances annuelles et non révisables.

Ce bien est aujourd'hui cédé par Monsieur et Madame CARISEY, dans le respect des conditions susvisées, à Madame VÉROT.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'accepter la cession du droit au bail à construction de la parcelle référencée AP 130 ;
- De décharger de toute obligation les cédants, Monsieur et Madame CARISEY, et d'accepter Madame VÉROT, cessionnaire, comme nouveau contractant ;



- D'autoriser Monsieur le Maire à intervenir à l'acte, qui sera opéré par voie d'acte notarié par devant l'étude Jouffroy & Fileas Notaires, notaires associés à Dijon, ainsi qu'à signer tous documents nécessaires à son exécution.

### **13.PROJET « CŒUR DE VILLE » - CESSIION A LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE D'AMENAGEMENT DE L'AGGLOMERATION DIJONNAIS (SPLAAD) DE L'ANCIEN CORPS DE FERME SITUE 5 AVENUE DU CROMOIS**

Rapporteur : P. SCHMITT, Adjoint délégué au patrimoine, aux projets urbains, au développement soutenable, à la transition écologique et à l'économie sociale et solidaire.

Par délibération en date du 18 novembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Quetigny a décidé de mettre en œuvre l'opération d'aménagement « Cœur de Ville » et, pour ce faire, a désigné la S.P.L.A.A.D. en qualité d'aménageur.

Une Zone d'Aménagement Concerté (Z.A.C.) a été créée lors du Conseil Municipal du 28 juin 2016. Cette zone comprend diverses parcelles qui doivent être cédées en tout ou partie à la S.P.L.A.A.D. pour que cette société puisse procéder à leur aménagement et leur cession dans le cadre du projet.

L'ancien corps de ferme situé 5 Avenue du Cromois, propriété de la Ville, est un de ces tènements à céder. La parcelle à céder est la parcelle dont le numéro provisoire est le n°AO 137a sur le projet de division parcellaire **joint en annexe 12**. Elle comprend l'emprise du bâtiment proprement dit, ainsi que les abords immédiats servant de dépendance, dont la zone de traitement des eaux pluviales. La surface de l'emprise est de 782 m<sup>2</sup> environ, surface qui sera confirmée par le géomètre expert en charge de la division.

Au regard de l'intérêt général du projet, la vente à la S.P.L.A.A.D. serait consentie à l'euro symbolique.

L'acquisition de ces parcelles interviendrait par acte notarié reçu par Maître VAZQUEZ de l'étude OBADIA-NICOLARDOT & SEGURA, 36 rue Ledru Rollin 21000 DIJON.

Par la suite, le Conseil Municipal sera amené à se prononcer à nouveau sur le devenir de ce tènement foncier, pour approuver la cession par la S.P.L.A.A.D. au futur preneur en vue d'y réaliser un projet, de préférence de réhabilitation pour sauvegarder ce témoin architectural du village initial de Quetigny.

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter la cession de la propriété référencée ci-dessus devant intervenir entre la commune et la S.P.L.A.A.D. à l'euro symbolique ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte authentique à intervenir entre la commune et la S.P.L.A.A.D. qui sera opéré par voie d'acte notarié, ainsi que tous documents nécessaires à son exécution.

### **14.VILLE DE QUETIGNY - DESAFFECTATION ET DECLASSEMENT D'UN ENSEMBLE DE PARCELLES AP 203 ET 205, AINSI QUE LES PARCELLES EN COURS DE DIVISION PARCELLAIRES NUMEROTEES AP 242 A AP 255, AP 257 A AP 262, AP 264 A AP 271 et AP 273 A AP 289 – PLACE CENTRALE**

Rapporteur : P. SCHMITT, Adjoint délégué au patrimoine, aux projets urbains, au développement soutenable, à la transition écologique et à l'économie sociale et solidaire.

Lors de la construction des logements de la Place Centrale dans les années 1970, les espaces extérieurs ont été aménagés de sorte à être conservés dans le domaine public de la commune. Ils étaient à l'origine destinés à accueillir des espaces de loisirs.

Depuis plusieurs décennies, les usages privatifs de ces parcelles se sont intensifiés, favorisés entre autres par le développement de la végétation périphérique formant progressivement des clôtures. Une cinquantaine de terrasses ont ainsi progressivement été créées, sans autorisation de la municipalité.

Au terme de négociations engagées depuis 2021, la majorité des occupants se sont prononcés pour une acquisition desdites parcelles, identifiées sur le plan **joint en annexe 13** (parcelles déjà créées AP 203 et 205, ainsi que celles en cours de création dont le projet de numérotation est AP 242 à AP 289).

Pour rappel, avant de procéder à la cession de parcelles cadastrées communales, il convient de désaffecter puis de déclasser ces dernières. En effet lorsqu'un bien n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public, il ne relève plus du domaine public à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement.

Vu l'exposé des motifs,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L. 2121-29 ;

Vu l'article L141-3 du Code de la voirie routière ;

Vu l'article L. 2141-1 du Code Général de la propriété des Personnes Publiques ;

Considérant que la Ville est propriétaire des parcelles cadastrées susvisées relevant du domaine public communal,

Considérant qu'il est nécessaire de faire sortir ces tènements du domaine public communal avec une désaffectation puis un déclassement,

Il est demandé au Conseil Municipal :

- De constater la désaffectation du domaine public des parcelles cadastrées AP 203 et 205 ; ainsi que les parcelles en cours de division dont le projet de numérotation est AP 242 à AP 255, AP 257 à AP 262, AP 264 à AP 271 et AP 273 à AP 289 justifiée par la nécessité de vendre ces biens ;
- D'autoriser le déclassement du domaine public des parcelles visées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à prendre les mesures matérielles de désaffectation, de déclassement, et à constater leur effectivité ;
- D'autoriser à cet effet Monsieur le Maire à signer tous actes liés aux présents engagements.

**15.VILLE DE QUETIGNY – CESSIION D'UN ENSEMBLE DE PARCELLES CADASTREES AP 203 ET 205, AINSI QUE LES PARCELLES EN COURS DE DIVISION CADASTRALE NUMEROTEES AP 242 A AP 255, AP 257 A AP 262, AP 264 A AP 271 ET AP 273 A AP 289 – PLACE CENTRALE**

Rapporteur : P. SCHMITT, Adjoint délégué au patrimoine, aux projets urbains, au développement soutenable, à la transition écologique et à l'économie sociale et solidaire.

Par délibération du 13 décembre 2022, le Conseil Municipal a constaté la désaffectation du domaine public des parcelles cadastrées AP 203 et 205 ; ainsi que les parcelles en cours de division dont le projet de numérotation est AP 242 à AP 255, AP 257 à AP 262, AP 264 à AP 271 et AP 273 à AP 289, et en a approuvé le déclassement, conformément à l'article L141-3 du Code de la voirie routière.

Comme rappelé dans la délibération susvisée, il convient de procéder à une régularisation foncière d'un ensemble de parcelles identifiées **en annexe 14**. Le prix de vente de ces dernières a été fixé à 22 euros par m<sup>2</sup>.

Les propriétaires de trois parcelles n'ont pu être contactés (indivision, absence, maladie, etc...), et trois autres n'ont pas confirmé leur volonté d'achat, là aussi sans possibilité de les joindre. Ces situations, si la cession n'aboutit pas dans le cadre de la présente procédure, seront régularisées lors des mutations à venir.

L'acquisition de ces parcelles interviendrait par acte notarié reçu par Maître ROQUEL de l'étude notariale LEGATIS, 2 bis Rue du Cap Vert, à Quetigny pour la commune.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la cession de l'ensemble des parcelles cadastrées identifiées en **annexe 14** ;
- D'approuver les cessions aux propriétaires identifiés ou à tout autre propriétaire pouvant s'y substituer, en cas de mutation des logements limitrophes ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer les actes authentiques ou tout autre acte à intervenir entre la commune l'ensemble des usagers qui seront opérés par voie d'actes notariés devant le notaire précité, ainsi que tout document nécessaire à son exécution.

## **RESSOURCES HUMAINES**

### **16. MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS**

Rapporteur : R. DETANG, Maire.

Création :

✓ au 1<sup>er</sup> janvier 2023 :

- un poste de rédacteur principal 1<sup>ère</sup> classe à temps complet  
indices bruts : 446 - 707 indices majorés : 392 - 587
- trois postes d'adjoint administratif principal 1<sup>ère</sup> classe à temps complet  
indices bruts : 388 - 558 indices majorés : 355 - 473
- deux postes d'adjoint technique à temps complet  
indices bruts : 367 - 432 indices majorés : 340 - 382
- un poste de brigadier-chef principal à temps complet  
indices bruts : 390 - 597 indices majorés : 357 - 503
- un poste d'adjoint du patrimoine principal 1<sup>ère</sup> classe à temps complet  
indices bruts : 388 - 558 indices majorés : 355 - 473
- deux postes d'adjoint d'animation principal 1<sup>ère</sup> classe à temps complet  
indices bruts : 388 - 558 indices majorés : 355 - 473
- six postes de chargés de cours répondant à des modifications de temps de travail, selon le tableau ci-dessous :

<b>Temps de travail annuel de référence</b>	<b>Taux d'activité</b>	<b>Indices bruts - Indices majorés</b>
918 heures	Temps non complet à 85%	389 - 356
	Temps non complet 75%	389 - 356
	Temps non complet à 37,50%	389 - 356
	Temps non complet à 35%	389 - 356
	Temps non complet à 25%	401 - 363
	Temps non complet à 15%	389 - 356

- ✓ au 1<sup>er</sup> avril 2023 :
  - un poste d'adjoint d'animation principal 1<sup>ère</sup> classe à temps complet  
indices bruts : 388 - 558      indices majorés : 355 - 473
- ✓ au 1<sup>er</sup> mai 2023 :
  - un poste d'adjoint administratif principal 1<sup>ère</sup> classe à temps complet  
indices bruts : 388 - 558      indices majorés : 355 - 473
- ✓ au 1<sup>er</sup> juillet 2023 :
  - cinq postes d'agent de maîtrise principal à temps complet  
indices bruts : 390 - 597      indices majorés : 357 - 503
- ✓ au 1<sup>er</sup> septembre 2023 :
  - un poste d'attaché principal à temps complet  
indices bruts : 593 - 1015      indices majorés : 500 - 821

Suppression au 1<sup>er</sup> janvier 2023, après avis favorable du Comité Technique en date du 29 novembre 2022 :

#### Filière administrative

- 1 poste d'attaché principal à temps complet
- 2 postes d'attaché à temps complet
- 1 poste de rédacteur principal 2<sup>ème</sup> classe à temps complet
- 1 poste d'adjoint administratif principal 2<sup>ème</sup> classe à temps complet
- 1 poste d'adjoint administratif à temps complet

#### Filière technique

- 1 poste de technicien principal 2<sup>ème</sup> classe à temps complet
- 1 poste de technicien à temps complet
- 2 postes d'agent de maîtrise à temps complet
- 3 postes d'adjoint technique principal 1<sup>ère</sup> classe à temps complet
- 5 postes d'adjoint technique principal 2<sup>ème</sup> classe :
  - 2 à temps complet
  - 3 à temps non complet à 80%
- 2 postes d'adjoint technique :
  - 1 à temps non complet à 65%
  - 1 à temps non complet à 50%

#### Filière sociale

- 1 poste d'assistant socio-éducatif à temps complet
- 2 postes d'ATSEM principal 1<sup>ère</sup> classe à temps complet
- 1 poste d'ATSEM principal 2<sup>ème</sup> classe à temps complet

#### Filière médico-sociale

- 1 poste d'auxiliaire de puériculture de classe normale à temps non complet à 80%
- 1 poste d'auxiliaire de puériculture de classe normale à temps non complet à 50%

#### Filière police

- 1 poste de gardien-brigadier à temps complet

#### Filière animation

- 1 poste d'animateur principal 1<sup>ère</sup> classe à temps complet
- 2 postes d'animateur à temps complet

- 1 poste d'adjoint d'animation principal 2<sup>ème</sup> classe à temps complet

#### Filière culturelle

- 1 poste d'assistant d'enseignement artistique principal 1<sup>ère</sup> classe à temps non complet à 82,5%
- 1 poste d'assistant d'enseignement artistique principal 2<sup>ème</sup> classe à temps complet
- 3 postes de chargés de cours :
  - 1 à temps non complet à 18,75%
  - 1 à temps non complet à 11,25%
  - 1 à temps non complet à 5%

Le Conseil Municipal est appelé à approuver les créations et suppressions de postes présentées ci-dessus.

## SPORTS

### **17. COMPTE RENDU TECHNIQUE ET FINANCIER D'EXPLOITATION ANNUEL DU GOLF MUNICIPAL POUR L'ANNEE 2021**

Rapporteur : V. GNAHOUROU, Adjoint délégué aux sports.

Le groupe Bluegreen, en tant qu'exploitant du golf municipal doit produire chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services.

Lorsque la gestion d'un service public est concédée, ce rapport permet en outre aux autorités concédantes d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

L'article 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose que « dès la communication du rapport mentionné à l'article L. 3131-5 du code de la commande publique, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte ».

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal de prendre acte, d'une part de la communication du compte-rendu technique et financier d'exploitation annuel du golf municipal Bluegreen **joint en annexe 15**, et d'autre part de son examen.

## CULTURE

### **18.AVENANTS A LA CONVENTION DE COOPERATION CULTURELLE 2019-2022 ET AU CONTRAT TERRITOIRE LECTURE 2019-2022 – RENOUELEMENT POUR UNE DUREE D'UNE ANNEE (2023)**

Rapporteur : S. MUTIN, Adjointe déléguée à l'action culturelle.

Une Convention de coopération culturelle ainsi que son annexe, le Contrat Territoire Lecture, ont été signées entre le Ministère de la Culture (DRAC de Bourgogne-Franche-Comté), l'Éducation nationale (Rectorat de l'Académie de Dijon), Dijon Métropole, les communes de Chenôve, Dijon, Longvic et Quetigny pour la période 2019-2022.

Cette convention décline le volet culture du Contrat de ville de Dijon Métropole.

Par sa loi de finances pour 2022, l'Etat a acté la prorogation pour une année supplémentaire de l'ensemble des Contrats de ville en cours ; le Contrat de ville de Dijon métropole a de ce fait été prolongé pour une nouvelle année, soit du 1er janvier au 31 décembre 2023.

Eu égard aux dynamiques partenariales fortes engagées dans le cadre de la Politique de la ville, par les signataires des deux contrats pour permettre et faciliter l'accès à la culture et à la lecture aux habitants des quartiers prioritaires de la métropole dijonnaise ; et afin de renforcer et d'approfondir la coopération territoriale en matière culturelle de toutes les communes de la Politique de la ville, il est proposé, par voie d'avenants, le

renouvellement pour une année supplémentaire (2023), de la Convention de Coopération Culturelle 2019-2022 et du Contrat Territoire Lecture 2019-2022.

Il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les projets d'avenants à la Convention de Coopération Culturelle 2019-2022 et au Contrat Territoire Lecture prévus pour l'année 2023 (**annexe 16 et 17**) ;
- D'autoriser le Maire à signer lesdits avenants ainsi que tout acte à intervenir pour l'application de ces décisions.

#### **INFORMATIONS AU CONSEIL MUNICIPAL**

- Décisions du Maire prises en application de l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales et de la délibération du Conseil Municipal du 9 juin 2020

#### **MISE A DISPOSITION DE LOCAUX POUR UNE DUREE INFERIEURE A 12 ANS**

AC07112022DM01 - Convention d'occupation à titre gracieux de la salle Berlioz de l'espace Léo-Ferré entre la Ville de Quetigny et l'association « R.E.D. »

Compte tenu de l'intérêt général que présente l'association « R.E.D. » pour la vie culturelle locale, la Ville de Quetigny a souhaité mettre à disposition de cette dernière des locaux dont elle est propriétaire à l'espace Léo-Ferré – 47 bis rue des Vergers à Quetigny (21 800).

La présente autorisation d'occupation a pris effet le 07 septembre 2022, jusqu'au 07 juillet 2023.

AC07112022DM02 - Convention d'occupation à titre gracieux de la salle Berlioz de l'espace Léo-Ferré entre la Ville de Quetigny et l'association « Doni Doni »

Compte tenu de l'intérêt général que présente l'association « Doni Doni » pour la vie culturelle locale, la Ville de Quetigny a souhaité mettre à disposition de cette dernière des locaux dont elle est propriétaire à l'espace Léo-Ferré – 47 bis rue des Vergers à Quetigny (21 800).

La présente autorisation d'occupation a pris effet le 07 septembre 2022, jusqu'au 07 juillet 2023.

AC07112022DM03 - Convention d'occupation à titre gracieux de la salle Berlioz de l'espace Léo-Ferré entre la Ville de Quetigny et l'association « SEVVES »

Compte tenu de l'intérêt général que présente l'association « SEVVES » pour la vie culturelle locale, la Ville de Quetigny a souhaité mettre à disposition de cette dernière des locaux dont elle est propriétaire à l'espace Léo-Ferré – 47 bis rue des Vergers à Quetigny (21 800).

La présente autorisation d'occupation a pris effet le 07 septembre 2022, jusqu'au 27 août 2023.

- Informations réglementaires

#### **ETAT RECAPITULATIF ANNUEL DES INDEMNITES DES ELUS POUR L'ANNÉE 2022**

Conformément à l'article L2123-24-1-1 du Code général des collectivités territoriales, un état récapitulatif des indemnités perçues par les membres du Conseil Municipal au titre de leurs divers mandats pour l'année 2022 est présenté ci-dessous.

**Indemnités de fonction des élus municipaux  
au titre de l'année 2022**

<b>Bénéficiaire</b>	<b>Qualité</b>	<b>Montant annuel brut</b>
DETANG Rémi	Maire	24 053,46€
PASTEUR Isabelle	Adjoint au Maire	9 811,32 €
JELLAL Moulay	Adjoint au Maire	9 811,32 €
GOZZI Catherine	Adjoint au Maire	9 811,32 €
SCHMITT Philippe	Adjoint au Maire	9 811,32 €
MUTIN Sandrine	Adjoint au Maire	9 811,32 €
LUCHIN Mario	Adjoint au Maire	9 811,32 €
BONNEAU Patricia	Adjoint au Maire	9 811,32 €
GNAHOUROU Valentin	Adjoint au Maire	9 811,32 €
PANNETIER Sophie	Conseiller délégué	7 123,44 €

**PRESENTATION DE L'AVIS DU COMITE TECHNIQUE SUR LE RAPPORT SOCIAL UNIQUE**

Conformément à l'article 9 du décret n° 2020-1493 du 30 novembre 2020 relatif à la base de données sociales et au rapport social unique dans la fonction publique, le rapport social unique est transmis aux membres du comité social avant sa présentation. Il donne lieu à un débat sur l'évolution des politiques des ressources humaines. Dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics, l'avis du comité social territorial est transmis dans son intégralité à l'assemblée délibérante.

Le Rapport Social Unique 2021, qui rassemble les données sociales annuelles de la collectivité à partir desquelles sont établies les lignes directrices de gestion, visant notamment à déterminer la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines et les orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels, a été présenté pour avis au Comité Technique du 29 novembre 2022.

L'avis rendu par le Comité Technique est le suivant :

Chapitre évolution professionnelle : une remarque est formulée par les représentants du personnel sur l'absence de lauréat à un concours. Il est précisé que ce constat est important et qu'il peut être pénalisant pour la collectivité, car il conditionne le nombre de postes ouverts par voie de promotion interne, autre possibilité d'évolution professionnelle pour les agents. La nomination d'un agent après concours ou promotion interne représente une réelle forme de reconnaissance du travail. Il est donc important de bien communiquer auprès des agents les dates d'ouverture des différents concours.

Chapitre sanctions disciplinaires : l'absence de sanction sur l'année est soulignée ; il est précisé que le travail managérial fait en amont permet souvent de traiter ou d'anticiper des situations difficiles et d'éviter ainsi l'ouverture d'une procédure pouvant mener à une sanction.

Chapitre budget et rémunérations : il est constaté que les charges de personnel représentent une part importante du budget, qui traduisent un choix politique de la collectivité.

Chapitre accidents du travail : le nombre d'accidents n'a pas augmenté par rapport aux deux années précédentes. Il est précisé que chaque déclaration préalable doit être détaillée sur les circonstances, pour bien déterminer si cela relève ou non d'un accident, imputable au service.

Dans le tableau comparatif des données, il est constaté l'impact du COVID en 2020 et 2021 :

- D'une part sur les absences : autres raisons (autorisations spéciales d'absence) en très forte hausse en 2020 et maladie ordinaire en hausse en 2020 et 2021 (plus forte en 2021 car moins de confinement que l'année précédente ;
- D'autre part sur les formations : le nombre de jours est en baisse et les formations distancielles ont pris un très grand essor.